



COMM-PRESSE-04/ACPD/IR/DMK/ 17 FEVRIER 2004

**UN PAS AMER DU CANNIBALISME À WALUNGU AU SUD-KIVU AU CONGO KINSHASA
3 VICTIMES TUEES ET MANGÉES PAR DES INTERAHAMWE CE LUNDI 16.02.04 À KANYOLA**

Le cannibalisme qui commence, est un mauvais pas qui inquiète lourdement le *Centre Africain pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'homme*.

En effet, ce lundi 16 février 2004, à 9 heures, les paysans **de la localité de Kanyola** en zone de **Walungu**, ont été attaqués par les Interahamwe en opérations des pillages de nourritures dans les habitations et les champs en province du Sud Kivu dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

Avec la colère de manque des vivres ou des nourritures alors que les patates, les sorghues comme les Maïs ne sont qu'à peine plantés dans les champs et la disette générale des paysans. Fautes de trouver les ravitaillements ou les provisions alimentaires dans les maisons et dans les champs, **les assaillants interahamwe** se sont mis à brûler ce lundi 16 février 2004 plus de 130 maisons des paysans.

À la sortie du village de **Kanyola**, 3 victimes dont **Messieurs Malungu Lukeka et Kaulinyi Mushaga**, ont été tuées avec une fille du nom de **Iragi** et ont été mangés un peu plus loin dans une plantation voisine de Kanyola.

« **Celui qui a le Kalashnikov ne pourrait jamais mourir de faim** », a hurlé un interahamwe en fougue. Ce cri a été une alerte pour les paysans surtout que dans les champs agricoles n'existe rien à compenser les nourritures que les visiteurs indésirables cherchent.

Craignant le retour fatal dès que les interahamwe auront terminé ces premières victimes humaines, plus de 200 personnes civiles ont été contraintes de quitter la localité de Kanyola et se déplacer vers le centre urbain de Bukavu.

Dès sources concordantes semblent confirmer aussi que un des commandants des Maï-Maï du nom de **Baderarusha Djadja** et ses deux gardes du Corps auraient été tués lors qu'ils ont voulu dans l'impuissance intervenir face à ces atrocités contre les civiles.

Ces actes de barbarie sur les populations sont définis dans les standards des droits de l'homme. Le *Centre Africain pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'homme* demande un examen urgent approprié de cette situation au gouvernement de la Transition et aux organisations ayant la tâche de DDRRR dans leur attribution.

Fait à Genève, le 17 février 2004

Donatien Mukono, représentant

ACPD : AFRICAN CENTER FOR PEACE DEMOCRACY AND HUMAN RIGHTS

Siège social : 60 Bis Avenue Emery Patrice Lumumba, Quartier Nyalukemba
Commune d'Ibanda, BP : 2313 Bukavu, Sud Kivu, Congo Kinshasa.

Bureau de liaison international

ACPD, 14 Rue Maison Rouge, CH-1400 Yverdon les Bains

Switzerland/Suisse

www.acpd-afrique.org